

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Globalisation

Les dessous de l'AGCS

- International -

Date de mise en ligne : jeudi 10 avril 2003

Démocratie & Socialisme

Ci-joints deux documents sur le nouveau cycle de négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ouvert à Doha, et le rôle d'avant-garde que joue l'Union européenne dans la voie de la mise en concurrence des services publics et dans l'opération de pillage des richesses du tiers-monde.

L'un est un texte court de Raoul-Marc Jennar qui explique l'AGCS en prenant l'exemple de l'eau, appelée à devenir une marchandise comme le pétrole, que les néo-libéraux ne considèrent plus comme un bien commun dont l'accès est un droit, mais comme un besoin dont la satisfaction doit dépendre du marché et de la loi de l'offre et de la demande.

L'autre est un rapport de 30 pages de Clare Joy & Peter Hardstaff du World Development Movement sur les offres et les demandes de l'UE à propos des services à mettre en concurrence qui, si elles étaient acceptées (des pressions et du chantage seront exercés pour qu'il en soit ainsi), feraient une razzia dans le tiers-monde au profit des transnationales européennes.



L'OMC et l'UE, acteurs de la "pétrolisation" de l'eau Les Accords de Marrakech, signés en 1994 au terme de l'Uruguay Round, fournissent le cadre institutionnel et normatif de la marchandisation de la planète. Un de ces Accords crée l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Un autre organise la programmation de la privatisation complète de tous les secteurs de tous les services, c'est l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). Dans ce cadre unique d'une gouvernance mondiale effective, basée sur les seules règles de la concurrence commerciale, l'Union européenne (UE) joue un rôle très agressif comme moteur de la « pétrolisation » de l'eau. L'eau qui, selon l'UE, ne peut plus être considérée comme un élément constitutif du patrimoine commun de l'humanité, mais bien comme une marchandise qui doit être traitée sur les marchés à l'instar du pétrole.

À qui profite l'agenda pour le développement ? Une analyse des requêtes de l'Union Européenne soumises aux pays en développement dans le cadre de l'AGCS

Pour d'autres informations sur l'AGCS, vous pouvez suivre ces deux liens :

- ▶ attac.org
- ▶ www.urfig.org